

LA FRANCE RÉPUBLICAINE

REDACTION ET ADMINISTRATION

A LYON

3, place des Cordeliers, 3



JOURNAL QUOTIDIEN

Directeur politique et rédacteur en chef : M. Eugène VÉRON

ABONNEMENTS

PRIX	3 mois	6 mois	1 an
Pour Lyon...	10 fr.	20 fr.	40 fr.
le départ. du Rhône...	11	22	44
Hors du département...	13	25	50
Etranger...	15	30	60

Pour les abonnements, envoyer un bon sur la poste, ou un mandat à vue sur Lyon.

Lyon, 15 Décembre 1872

Nous estimons que la meilleure des politiques c'est la franchise; chercher à dissimuler la réalité pour faire illusion aux autres et quelques fois à soi-même, nous paraît toujours chose mauvaise et dange-

Cette conclusion est simple : Les 201 députés qui ont voté pour la dissolution, c'est-à-dire l'extrême gauche et la gauche républicaine, c'est-à-dire encore tous les républicains sincères de l'Assemblée, ont été carrément jetés par dessus bord.

M. le garde des sceaux, premier ministre de M. le président de la République.

Notre plus vif désir, on le sait — et en vérité, nous n'avions en vue que celui de la chose publique — notre plus vif désir, disons-nous, ont été que le gouvernement prit résolument la tête du mouvement dissolvant.

On ne se y trompe pas : le discours de M. le ministre de la justice est un cri de guerre contre le républicanisme d'aujourd'hui.

Aux yeux qui s'en vont réjouir aujourd'hui, nous souhaitons de ne pas avoir à pleurer avec des larmes de sang.

Est-ce pour nous une surprise que cette parole, que ce langage de l'un des principaux membres du gouvernement ? Non.

Ce qu'a dit hier M. le garde des sceaux, on nous avait presque fait un jeu de l'y avoir découvert et de n'avoir pas notre voix au concert de l'Assemblée qui montait de toutes parts vers M. Thiers !

M. Thiers ! c'était le sauveur ! l'homme providentiel, le Washington de la France républicaine !

Prêt-à-pensée ceux qui parlaient ainsi se vantaient-ils bien habiles ; peut-être, sans doute, M. le président de la République est accessible à la flatterie, mais il est circonvenu au point de faire un instrument docile entre leurs mains.

On ne se trompe pas, et ce qui est plus sûr, ils ont contribué à égarer l'opinion instant, devant l'antagonisme de la droite et du gouvernement, devant des provocations et des outrages répétés, nous avons pu croire que M. Thiers, froissé, irrité, se déciderait, et pas à en appeler directement au peuple comme il en avait menacé ses adversaires, mais à se joindre à ceux qui voulaient prendre la nation pour juge, dans une question où, somme toute,

ou encore, ce qui vaudrait mieux, quitter la France ?

— Et René ?
— Il nous accompagnerait.
— Fuir, alors... A quoi bon ? Laisserions-nous le souvenir en route... Mieux vaut rester où nous sommes, allez... D'abord, moi, je ne cours pas au devant de la honte, mais il me serait impossible de faire un pas pour lui échapper.

Il n'échangeait pas un mot, si banal qu'il fût, qu'il n'arrivait à faire allusion à ce passé qui eussent voulu oublier à jamais.

te, ce sont les intérêts de la France qui sont en jeu.

Mais au moins au tant que la droite, M. Thiers a peur du pays, du suffrage universel, du nombre, comme il l'appelle dédaigneusement, et plutôt que d'en arriver à cette extrémité, il a préféré se jeter dans les bras des hommes qui l'insultaient hier, qui le sacrifieront demain.

Des deux propositions contradictoires sur lesquelles reposait le Message, on n'en avait voulu voir qu'une ; c'est précisément celle-là, l'affirmation républicaine, que M. Thiers va être obligé de jeter en pâture au Minotaure qui s'appelle la commission des Trente. Ce qui restera, ce sera la condamnation du suffrage universel, la reconnaissance du pouvoir constituant à l'Assemblée élue le 8 février, la République livrée à ses plus implacables ennemis.

Les orageux débats d'hier ont soulevé bien des questions et touché à bien des intérêts. De ces derniers un seul a été négligé — celui de la France.

Doit-elle désespérer et s'abandonner aux ambitieux, aux incapables et aux traîtres qui disposent de ses destinées ? Non. Le mouvement commencé doit se poursuivre régulièrement, légalement et activement, sans tenir compte du vote qui a repoussé les pétitions.

A quoi bon ? dira-t-on, puisque l'Assemblée refuse de nous écouter. — A quoi bon ?... Quand ce ne serait que pour permettre aux républicains de se compter — cela peut être utile.

A. BALLUE.

LA DISSOLUTION

On lit dans le *Sicile* :

« D'après des calculs approximatifs et qui ne s'éloignent pas beaucoup de la vérité, les signatures recueillies en ce moment par les abonnés et les lecteurs du *Sicile*, par ceux des autres journaux républicains de Paris et des départements, dépassent le chiffre d'un million. Et ce n'est qu'un commencement ! L'Assemblée constituante, en 1849, obéit à une manifestation moins imposante que celle-là. »

Elle s'est dissoute en effet devant une manifestation de 175,000 signatures.

Le nombre des journaux de départements, non contents de réclamer la dissolution, font circuler des feuilles de pétitionnement, s'élève à plus de cent. Nous regrettons que le défaut d'espace nous empêche de faire cette longue nomenclature.

Et qu'on tienne compte de ce fait que la campagne de la dissolution est seulement ouverte. On voit par là que jamais cause n'a répondu d'une manière plus complète au sentiment général de la nation.

MM. Journault (de Seine-et-Oise) et Nioche (d'Indre-et-Loire) ont adhéré hier à la résolution de la gauche républicaine.

M. Eugène Pelletan vient d'adresser la lettre suivante aux journaux :

Monsieur le directeur,

J'ai dû garder la chambre ces jours-ci ; sans cette circonstance, j'aurais signé également l'un ou l'autre manifeste de l'Union ou de la gauche républicaine. Si mon nom ne figure pas parmi les noms des signataires, ce ne peut être une intention de ma part ; ce n'est qu'une omission.

Veuillez agréer l'assurance de ma sympathie.

EUGÈNE PELLETAN.

Député des Bouches-du-Rhône.

Les cinq députés de Vaucluse viennent d'adresser au *Progrès du Midi*, une lettre qui se termine par un excellent conseil :

Versailles, 9 décembre 1872.

A MM. Ravaud et Alphandéry, à Avignon

Chers amis,

Vous nous demandez quel est notre avis sur la dissolution de l'Assemblée. Nous sommes unanimes.

nos pour la soulever immédiatement ; c'est dans ce sens que nous voterons si nous sommes appelés à le faire comme représentants du peuple.

Quant à vous, votre devoir, comme citoyens, nous semble tout tracé : signer et faire signer la pétition qui circule en ce moment dans toute la France.

Vos dévoués amis :

Alph. Gent, Monier, Elzéar Pin, A. Naquet, Taxile Delord, députés de Vaucluse.

M. Casimir Périer, député de l'Aube, qui a fait tous ses efforts, comme on le sait, pour amener le centre gauche à se prononcer contre la dissolution, vient de recevoir de Saint-Mards-en-Othe (Aube), une lettre couverte d'environ trois cents signatures de négociants et industriels, qui est la condamnation la plus formelle de sa conduite :

A M. Casimir Périer, député de l'Aube.

Monsieur, Depuis la rentrée de la Chambre et surtout depuis ses derniers votes, l'état de tranquillité auquel M. Thiers était parvenu à ramener la France s'est tout à coup modifié, la confiance a disparu ; le crédit, si nécessaire au commerce, est aujourd'hui soumis à des entraves qui le rendent presque impraticable. Le négoce subit un temps d'arrêt qui vous est fort préjudiciable, en ce qu'il nous laisse sans travail. La plupart des soussignés, tous bouctiers, sont sans occupation et ceux qui en ont encore un peu sont sur le point d'être arrêtés complètement. Quelques-uns d'entre nous, qui ont des économies, les voient s'écouler sans entrevoir la fin d'une telle situation, et ceux qui n'en ont pas se voient dans un état de détresse qui n'a pas d'exemple que celui dans lequel nous nous trouvons lors de l'invasion étrangère.

Réfléchissant à cet état de choses, nous ne voyons qu'un moyen de rendre la confiance et en même temps le travail au pays ; c'est la dissolution d'une chambre impuissante à rien constituer par suite de sa dépression. Nous vous prions donc instamment d'appuyer et même de provoquer la seule mesure qui, à nos yeux, puisse faire renaitre la confiance et la prospérité chez nous. Songez que le mal est grand et demande un prompt remède ; car, sous quelques jours, peut-être, toute une population laborieuse et intelligente se trouvera sans travail et par conséquent sans ressources.

En provoquant la dissolution et en soutenant la République personnifiée dans M. Thiers, soyez persuadés que vous aurez non-seulement l'assentiment de vos commettants, mais que vous sauverez le pays d'une crise qui pourrait lui devenir funeste.

Saint-Mards-en-Othe, le 9 décembre 1872.

La pétition suivante est soumise à la signature des habitants de Nancy et du département de Meurthe et Moselle :

En présence d'une crise sans issue, les soussignés, membres du corps électoral, de qui l'Assemblée tient ses pouvoirs, invitent MM. les députés à faire acte de patriotisme en se représentant devant leurs électeurs.

Des pétitions semblables sont signées dans l'immense majorité des communes.

NOUVELLES POLITIQUES

Cette note du *Bien Public*, organe de la présidence résumait parfaitement la conclusion de la discussion qui a eu lieu dans la dernière séance de la commission des Trente :

« On a remarqué, dit le *Bien Public*, la déclaration faite hier par M. Lucien Brun à la commission des Trente, et d'après laquelle la majorité aurait pour objet uniquement — le mot a été prononcé — d'écarter M. Thiers de la tribune. M. Lucien Brun avait dit : « Il faut de la franchise. » Il est impossible d'en témoigner davantage. »

Plusieurs préfets ont publié des circulaires où il est dit que les maires qui signent des adresses en faisant suivre leurs noms de leur qualité, « se mettent absolument en dehors de la légalité. »

Aucune loi ne justifie cette étrange affirmation.

Les maires et les conseillers municipaux qui recevront de pareilles circulaires sauront les cas qu'ils en doivent faire, et la réponse qu'ils leur ont donnée M. Louis Brion, maire de Saint-André (Landes), qui écrit au préfet des Landes :

« J'entends conserver tout à ma liberté d'appréciation et d'action comme citoyen ; j'en

tends signer tous mes actes en ajoutant à mon nom, non-seulement ma profession, mais encore ma qualité. Ainsi, si quelque corps politique me paraît sacrifier l'intérêt sacré de la France à ses passions ou même à ses convictions les plus sincères, les plus anciennes, les plus respectables, j'ai pour droit et même pour devoir de lui faire connaître mon sentiment isolé ou collectif en déclarant mon nom, mon titre, ma fonction et ma qualité.

Dans sa circulaire sur le pétitionnement, M. Jacques de Tracy, préfet de la Savoie, après avoir rappelé que les pétitions ne doivent pas être déposées dans les cafés et débits de boissons, ajoute :

Je vous prie également de faire verbaliser contre les personnes qui colporteraient en public les pétitions.

Qu'entend M. Jacques de Tracy par l'expression « colporter en public les pétitions » ?

On peut-on, en dehors des cafés et débits de boissons, les colporter en public ?

Le premier devoir d'une circulaire administrative, surtout quand elle prescrit des mesures de rigueur, est d'être claire et de ne rien abandonner au zèle mal entendu d'agents toujours enclins à porter les choses au pire. L'obscurité du style répressif de M. de Tracy est-elle volontaire ou vient-elle de l'incapacité de ce fonctionnaire à bien exprimer sa pensée ? Dans ces deux cas, elle est également regrettable, et sans comparer M. le préfet de la Savoie au maire de Falaise, on pourrait le prier d'éclaircir sa lanterne.

(Avenir national.)

Le *Times*, dans son dernier numéro, se prononce encore et de la manière la plus énergique, en faveur de la dissolution et d'un appel au pays par des élections générales.

L'organe de la Cité se montre très-sévère pour les journaux qui promettent chaque matin « d'envoyer la situation » et qui terminent toujours sans avoir indiqué une solution à la crise actuelle.

Il n'épargne pas non plus les quelques timorés qui insistent que peut-être l'Allemagne s'opposerait à la dissolution. A plusieurs reprises, dit le *Times*, le cabinet de Berlin a déclaré qu'il ne voulait pas intervenir dans les affaires intérieures de la France et qu'il était prêt à reconnaître tout gouvernement accepté par la nation française.

PÉTITIONNONS !

La manœuvre de la droite a réussi. Nous le savons d'avance. La dissolution ne pouvait avoir de chance d'être adoptée par la Chambre que si elle était appuyée par des millions de signatures. C'est précisément ce que la droite a voulu éviter en brusquant la discussion, avant que l'élan fût complet dans tout le pays.

Nous savons maintenant que l'Assemblée persiste à considérer son mandat comme indéfini, et qu'elle se croit le droit de se perpétuer et de constituer tant qu'il lui plaira.

Nous sommes convaincus, nous, que l'Assemblée se trompe et qu'elle interprète mal la volonté du pays. C'est au pays à le lui démontrer.

L'Assemblée croit que la France se résigne à une perspective de crises sans cesse renaissantes, et qu'elle préfère cette situation à des élections générales.

Nous croyons, nous, que c'est une erreur, et nous pensons qu'il ne reste au pays qu'un moyen de le prouver, c'est d'activer le mouvement des pétitions. Qui peut savoir ce que veut le pays, mieux que le pays lui-même ?

Le vote de l'Assemblée n'a rien changé à cette nécessité des élections générales, ou plutôt, il les rend plus nécessaires que jamais.

Hier, le gouvernement, appuyé par la gauche, pouvait dans une certaine mesure lutter contre les emportements monarchiques de la droite. Aujourd'hui qu'il a rompu avec ses alliés naturels, avec ceux que lui attachait l'intérêt commun de la République, le voilà complètement livré à

la droite, à ses ennemis, à ceux qui ne lui pardonneront jamais d'avoir proclamé que la République est seule possible.

Les résultats de cette situation sont faciles à prévoir.

Il est possible que la droite n'abuse pas tout de suite de sa victoire et qu'elle commence par ménager M. Thiers. Mais ce serait bien mal connaître la violence des passions, des haines et des ambitions des « modérés » que de s'imaginer que ces ménagements puissent durer longtemps.

D'un autre côté, nous connaissons assez M. Thiers pour être sûrs que s'il peut à un moment nécessaire faire les concessions qu'il juge nécessaires au maintien de son pouvoir, il n'est pas de caractère à supporter longtemps des humiliations trop prolongées. Il est donc certain, inévitable, que, d'ici à un avenir très-rapproché, les brouilles vont recommencer entre lui et la droite.

M. Thiers ne peut donner à la droite tout ce qu'elle demande, et sauf quelques ménagements de forme, la droite est moins que jamais disposée à restreindre ses prétentions. C'est-à-dire que d'ici à quelques semaines au plus tard, toutes les difficultés présentes se reproduiront avec une intensité et une violence nouvelles.

Voilà ce qu'il importe de bien comprendre.

Dans ces conditions, il n'y a un qu'un moyen de nous sauver, c'est de pétitionner avec une nouvelle ardeur.

La droite prétend que ce mouvement est factice et que la dissolution n'est demandée que par les hommes de désordre. Prouvons lui au contraire que c'est pour échapper au désordre présent, que la France est en mouvement et que son seul but, son seul désir est de rentrer dans l'ordre, dans l'ordre républicain, qui consiste essentiellement dans le respect des droits de la souveraineté nationale, représentée non par les mandataires, mais par les mandants.

Que ceux mêmes qui ont mis en M. Thiers toutes leurs espérances et qui, fidèles à la théorie des sauveurs providentiels, le considèrent comme l'homme indispensable et nécessaire, que ceux-là y songent bien. S'ils laissent M. Thiers en tête à tête avec la droite, il finira un jour ou l'autre par être brisé et dévoré par elle. Dans l'intérêt même de M. Thiers, il est essentiel qu'il puisse, en face des exigences croissantes de la droite, paraître appuyé sur la protestation permanente et éclatante de la nation.

Il faut que « cette vraie majorité » à laquelle le Message a fait allusion, la majorité du pays puisse être convoquée par lui pour se défendre contre les envahissements de ceux dont il a fait hier ses maîtres. Le seul moyen de leur imposer une modération aussi nécessaire au pays qu'au gouvernement, c'est de ne pas leur permettre d'oublier la volonté des électeurs.

Puisque les circonstances n'ont pas permis d'imposer aux élus du 8 mai un mandat nettement défini, dont on puisse maintenant leur opposer les termes, le pays n'a plus qu'une ressource, c'est d'exprimer aujourd'hui par le pétitionnement la volonté qu'il a oubliée d'exprimer il y a deux ans.

EUGÈNE VÉRON.

LES INTÉRÊTS MATÉRIELS

LA DISCUSSION DU BUDGET

Paris, 14 décembre 1872.

Monsieur,

Depuis ma dernière correspondance, l'Assemblée a voté deux budgets : celui

du ministère de l'instruction publique, des Cultes et des Beaux-Arts, enfin celui de l'Intérieur. Le caractère de la discussion n'a pas cessé d'être le même. Les réformes nécessaires se sont accusées par des demandes timides ; mais rien de sérieux n'a été fait. On pourrait même affirmer que les tendances rétrogrades ont été plus nettement accentuées que celles vers le progrès.

Le dernier budget de l'empire consacrait 28 millions à l'instruction publique ; 49 aux cultes ; 12 aux beaux-arts ; 62 à l'intérieur. Les chiffres de la République sont ceux-ci : 34 à l'instruction ; 53 aux cultes ; 6 aux beaux-arts ; 84 à l'intérieur. L'augmentation de six millions à l'instruction publique n'est pas absolument celle que les républicains avaient rêvée, et ce n'est pas avec cette faible somme qu'on formera des citoyens capables de remplir intelligemment leurs devoirs électoraux.

Quatre millions de plus aux cultes lorsqu'on demande la séparation de l'Eglise et de l'Etat sont un défi à l'opinion publique, une satisfaction aux pèlerins de Lourdes. La diminution sur les beaux-arts est toute naturelle. Quand on a dans sa propre maison un garnisier qui est le Prussien, on pense plus à payer sa dette qu'à acheter des tableaux et des vases étrusques.

Quant à l'augmentation sur l'intérieur, il faut en retrancher 17 millions pour deux chapitres nouveaux relatifs aux chemins vicinaux ordinaires ou d'intérêt communs, ainsi que la liquidation de défenses de guerre. L'augmentation réelle est donc de cinq millions. C'est encore une anomalie, quand la décentralisation administrative est le vœu de tous et quand la dette publique augmente de plusieurs milliards ; quand la nouvelle organisation des conseils généraux diminue l'importance des préfetures. L'empire eût-il fait mieux ?

Au milieu des complications que présentent les débats financiers, quand on ne juge pas à propos de les étouffer, je ne puis, faute d'espace, que vous indiquer les événements principaux.

Vous savez déjà que la somme de 91,100 francs portés par le ministre de l'instruction publique au chapitre matériel, pour dépenses de la Faculté de médecine de Lyon, n'a été maintenue ni par la commission ni par l'Assemblée, malgré les réclamations de M. Duracq. La raison donnée est, qu'un projet de loi existe pour l'organisation des Facultés de médecine dans les quatre ou cinq plus grandes villes de France, et qu'il ne faut point préjuger de ce qui sera décidé. M. Testelin, un docteur en médecine, un républicain est venu développer cette objection. Il en résultera, que la Faculté de Lyon perdra une partie du crédit qui aurait commencé à courir du 1^{er} janvier prochain. Puis, qu'il faut quand l'Assemblée actuelle, si elle résiste à l'opinion publique qui veut la dissolution, votera une loi qui doit répugner à la majorité, par cela même qu'elle est relative à l'instruction ?

Après un discours de M. Fresneau qui veut une sacrée congrégation de l'index qui devra, comme à Rome, condamner au bûcher les ouvrages de libres-penseurs, l'Assemblée a vu trois fois se produire timidement des demandes en faveur de l'instruction primaire. M. Des Rotours a demandé en d'excellents termes une augmentation de 100 fr. pour chaque instituteur ; chose, a-t-il dit, qui n'a rien d'exorbitant quand les ambassadeurs ont des traitements de 170 et même 250,000 fr. M. Beulé rapporteur et M. Jules Simon ministre, n'ont point adhéré à cette demande qu'un vote a repoussée. M. Maurice a été plus heureux. Il a parlé de traitements de 400 et 350 fr. par an pour des instituteurs adjoints. Cela importait peu

— Oui, oui, interrogez-la, balbutia-t-il.

— Asseyez-vous donc, Germaine, dit Gabrielle qui, dissimulant son agitation, approcha une chaise à son ancienne servante.

Celle-ci s'assit, regarda autour d'elle, et dit :

— Vous êtes bien logée ici.

— Oui, mais les choses sont bien ; mais dites-moi donc comment il se fait que vous y soyez venue ?

— Mais, mademoiselle, pardon, madame ; oh ! je me tromperai souvent, vous savez ce que c'est que l'habitude.

— Oui, oui, allez.

— Je me trouvais dans le pays, j'ai voulu vous voir.

— Ah ! c'est pour cela ?

Gabrielle, qui s'était adossée au fauteuil de Lachenal pour veiller sur lui, était elle-même comme en proie à un égarment.

— Me voir, moi ?... si-elle encore, comme elle n'avait pas compris.

— Sans doute, n'avez-vous pas toujours été bonne pour moi ; je ne suis pas une ingrate, moi, mademoiselle, et je me souviens du bien qu'on m'a fait.

— C'est très-bien, Germaine, très-bien ! mais comment se fait-il que vous soyez dans le pays ?

— Je vais vous dire : il est question d'un mariage... Ah dame ! je ne suis plus toute jeune, mais on se marie à tout âge, n'est-il pas vrai ?

Gabrielle n'y tenait plus, puis elle avait peur que la porte ne s'ouvrit, qu'on la surprît. Cette fille qui paraissait si calme et la loi, au bonheur ! Une menace de mort ne la plaquait-elle pas sur sa tête ?

C'était horrible. Et elle était là, tranquille, souriante, elle arrivait de Caen sans doute, à deux pas des juges, des gendarmes, de la prison.

(A continuer.)

L'Assemblée ne doit pas être un prétoire ouvert aux réquisitoires.

Revenant à l'objet même du débat l'orateur expose les dangers de l'incertitude actuelle, il déplore le maintien de l'état de siège, l'ajournement de la démission, etc. Pourquoi l'anxiété est-elle destinée, parce que la France cherche à être une république et la monarchie est livrée à une véritable anarchie.

La séance continue.

CHRONIQUE

Voulez-vous être cardinal?

Dans nos mœurs actuelles cela souffrirait peut-être quelques difficultés, mais au 17^e siècle c'était chose du monde la plus simple.

Vous n'êtes qu'un mince abbé; votre état n'est pas un état de prince; vous n'êtes qu'un mince abbé.

Voici comment M. de Cosnac fut, d'après Bachaumont, nommé évêque de Valence.

Cosnac fut nommé évêque d'Aix.

Mazarin à l'âge de vingt-quatre ans, au moment d'un sermon où il avait réussi. En lui-même.

Cela s'appelle faire un maréchal de France sur la brèche.

Ce brevet reçu, tout n'était pas fini pour Cosnac. Le nouveau prélat n'était abbé que de nom. Il s'en va trouver l'archevêque de Paris :

— Le roi, lui dit-il, Monseigneur, m'a fait évêque; mais il s'agit de me faire prêtre.

— Quand il vous plaira! répondit Mgr de Paris.

— Ce n'est pas là tout; c'est que je vous supplie de me faire diacre.

— Volontiers encore, riposta l'archevêque.

— Vous n'en serez pas quitte pour ces deux grâces, Monseigneur, car, outre la prêtrise et le diaconat, je vous demande encore le sous-diaconat.

— Au nom de Dieu, reprit brutalement le prélat, dépêchez-vous de m'assurer que vous êtes tonsuré, de peur que vous ne ramenez la disette des sacrements jusqu'à la nécessité du baptême.

La scène n'est-elle pas aussi amusante que caractéristique et ne vaut-elle pas tous les mots de la fin à l'ordre du jour!

CHRONIQUE

La dissolution agite jusqu'aux femmes, l'on en croit le *Charivari* :

« Comme ces républicains ont peu de mœurs, disait hier une bourgeoise à une de ses amies.

« Pourquoi?

« Parce que tout le temps ils ne demandent que la dissolution.

CHRONIQUE

Le Corsairise demande à ce sujet pourquoi les membres de la majorité, si sûrs d'avoir la confiance de la nation, n'ont pas en recours eux aussi au pétitionnement.

« Il n'ont point voulu accepter le combat sur le terrain de la contre-pétition. C'est dit, et en convient, plus noble, plus digne; et vraiment ils eussent pu même, sur ce terrain-là, cueillir aussi quelques lauriers.

Cela s'annonçait bien pour eux. Trois cantons de Nîmes, nous l'avons dit, avaient dit contre-pétition. Trois cantons! et eh bien!

« Déjà on signalait dans le fin fond de Bretagne, aux environs de Quimper, un quatrième canton tout prêt à tailler sa haute plume armoricaine en faveur de l'Assemblée!...

« Ce quatrième canton en eût été raisonnablement entraîné d'ici peu un cinquième, et qui sait?... un sixième peut-être!

« Mais les agitateurs n'ont pas voulu attendre... Raoul Duval bouillait d'impatience et Lambert Sainte-Croix, — qui n'est pas de la Bretonnerie, mais qui pourrait en être, — mis les pieds dans le plat.

CHRONIQUE

Le marmiteux Jules Simon passe le temps à présenter le dos aux coups de pieds de la droite. Quand il a reçu un camouflet sur le joule, il tend l'autre immédiatement pour en recevoir un second. Le temps lui manque peut-être à une toutes ses opinions d'avis, et pour empêcher toutes les avances et tous les affronts.

Mais aussi, à ce jeu savamment conduit, a gardé son portefeuille.

« Le marmiteux passait, dit le Corsairise, les yeux rouges encore de larmes, son portefeuille sous le bras.

Tillancourt saisit Tassin au revers la gilet.

— En quoi, lui demanda-t-il, en quoi pensez-vous que ce portefeuille doive être?

— Mon bon Tillancourt, répondit Tassin, je vous vous venir... Mais je veux bien vous faire ce plaisir. Donc, si j'en juge par les larmes que ce portefeuille lui fait répandre, doit être en *chagrin*.

— Ou en *veau*! fit vivement Tillancourt, radieux, ou en *veau*!

— Ou en *veau*, répéta Tassin qui n'est pas contrariant pour deux liards.

CHRONIQUE

L'Événement nous introduit dans un magasin de commissionnaire :

« Patron, M. X... est venu faire une commande de 10,000 fr.; je n'ai pas livré.

— Pourquoi?

— Vous oubliez donc qu'il a fait faillite l'an dernier, de 250,000 fr.!

— Combien a-t-il donné à ses créanciers?

— 6 pour cent.

— Alors, il a de l'argent : faites-lui sa facture.

CHRONIQUE

Oh! si nous n'avions jamais possédé la droite, combien nous l'aimerions!

C'est la morale du mot suivant entendu par l'Événement.

« Au cercle :

— Quelle est la femme que tu as le plus aimée?

— M^{me} X...

— Combien de temps l'as-tu gardée?

— Je ne l'ai jamais possédée.

CHRONIQUE

Un dernier mot sur l'Assemblée.

« A la séance de mercredi, dit le Corsairise, on a fort remarqué ceci :

« Au moment où Baragnon s'est levé, saisi d'un saint transport : « Que les maux des hommes soient levés ! »

« Toute la droite s'est dressée debout.

CHRONIQUE RÉGIONALE

LYON ET LE RHONE

La soirée de samedi a été remarquable par la douceur de la température. On se baigne à Nice ou sur le littoral de Cannes ou à Menton.

Aussi la population lyonnaise, en attendant l'attente des événements politiques, trait-elle les places et les principales rues.

Dès les huit heures, les kiosques des

M. Leroyer explique la situation particulière de la gauche républicaine qui eut pour objectif ce double principe d'appuyer le gouvernement de M. Thiers et sa politique patriotique, et de la soumettre aux décisions de l'Assemblée, quelque douloureuses qu'elles puissent être.

M. Leroyer rappelle que le pays était tranquille avant la prorogation; l'agitation est revenue quand l'Assemblée s'est réunie, parce qu'une partie de cette Assemblée a accueilli avec méfiance le Message. Cette méfiance se traduit par une campagne en faveur de la responsabilité ministérielle.

Actuellement la commission des Trente s'applique à dépasser son mandat. On veut conquérir le pouvoir, se défaire de tout fonctionnaire qui ne pense pas comme la droite.

M. Leroyer fait ressortir le désintéressement de la gauche, il constate l'impudence de l'Assemblée par suite de l'absence de majorité, il dit que la gauche est allée jusqu'à accepter la proposition du centre gauche concernant le renouvellement partiel et l'institution des deux Chambres; il fait ressortir de nouveau l'abnégation patriotique de la gauche, l'opposant à la conduite de la droite qui veut escalader le pouvoir.

— Vifs applaudissements à gauche. — M. Leroyer est félicité par ses collègues de la gauche.

M. Dufaure dit : L'Assemblée est maîtresse de sa décision, il vient cependant dire le sentiment du gouvernement; il déclare que les électeurs n'ont jamais déterminé sa durée, ni la nature des pouvoirs des députés.

On ne peut pas se réclamer de l'article du traité d'armistice, puisque ce traité

réserve expressément la décision ultérieure de l'Assemblée.

C'est à tort également qu'on prête à cette Assemblée l'intention d'éterniser son mandat.

Relativement à l'intervention du peuple, dont M. Louis Blanc a parlé, M. Dufaure la comprend seulement dans la forme qui se produisit au 15 mai 1848. L'Assemblée demeure souveraine jusqu'au moment où elle décidera elle-même sa dissolution dont le vœu peut être produit par l'initiative parlementaire ou par l'exercice parfaitement légal, respectable, du droit de pétition, qui demeure entier quoi qu'il arrive.

Les maux signalés ont été exagérés pour plaider une mauvaise cause. Le travail n'est pas arrêté dans toutes les villes. Si l'agitation existe, c'est bien un peu la faute des dissolutionnistes.

Relativement à l'attitude à l'égard des pétitions, M. Dufaure pense que l'Assemblée, quand il s'agit d'un intérêt aussi grave, aussi général, est plus compétente que les pétitionnaires eux-mêmes; il ajoute que la situation du pays n'est nullement aussi critique qu'on prétend.

Nous fûmes assez paisibles jusqu'à un grand voyage de propagande. Nous avions fait le beau rêve de voir l'Assemblée retourner paisiblement. Ce rêve fut troublé par suite de l'éloquence déployée en Savoie et en Dauphiné.

Il y eut bien aussi quelque bruit d'éloquence dans le Midi, mais la personnalité de M. Gambetta a effacé matériellement toutes les autres personnalités voyageuses. — Fréquents applaudissements à droite.

M. Dufaure parlant de la commission des Trente, dit qu'il espère arriver à des solutions très-convenables. Il ne faut

pas ajouter aux embarras; il rappelle que le président de la République et l'Assemblée doivent disparaître ensemble.

Il craint que la dissolution ne soit le germe d'une agitation beaucoup plus grande que l'agitation actuelle. Il faut donc chercher à remédier en dehors des querelles des partis, et ne recourir à la dissolution qu'à la dernière extrémité.

M. Dufaure reproche aux dissolutionnistes de vouloir trop identifier leur cause d'une part avec le pays, d'autre part avec la République.

Il rappelle que le principal obstacle rencontré par le gouvernement de la République, ce sont précisément les appréhensions attachées au nom de République et aux souvenirs de 93.

Le pays veut le repos, et des lois protectrices. La dissolution est synonyme d'agitation. Nous voterons l'ordre du jour, — vifs applaudissements. M. Dufaure est félicité par ses collègues.

M. Lambert Sainte-Croix déclare que, après le discours de M. Dufaure, il retire son ordre du jour motivé.

Il demande à l'Assemblée de voter l'ordre du jour pur et simple dans le sens du discours que vient d'applaudir la majorité et que la France entière applaudit.

Le général Billot propose l'ordre du jour suivant : l'Assemblée considérant que la question du renouvellement intégral, soulevée par les pétitions, doit être examinée en même temps que le renouvellement partiel dont la Commission des Trente est déjà saisie, passe à l'ordre du jour.

M. de Goulard prie l'Assemblée de voter l'ordre du jour pur et simple. (Applaudissements à droite.)

M. de Mornay demande l'affichage du

discours de M. Dufaure dans toute la France.

La gauche demande l'affichage de tous les discours prononcés.

L'Assemblée décide l'affichage du discours de M. Dufaure seulement.

L'ordre du jour pur et simple est adopté par 490 voix contre 201.

M. Eryeis, député des Bouches-du-Rhône, est mort hier.

Condition des Soles de Lyon

du 14 décembre 1872

Nombre	Sortes	France	Espagne	Algérie	Italie	Grèce	Syrie	Brousse	Inde	Chine	Japon	Poids
31	Organs	14	2	4	5	1	1	2	1	2	1	2.636
23	Trames	14	2	4	5	1	1	2	1	2	1	1.987
43	Grèges	12	2	4	5	1	1	2	1	2	1	3.098
3	Diverses	1	2	4	5	1	1	2	1	2	1	...
4	Bobines	1	2	4	5	1	1	2	1	2	1	...
1	Laines	1	2	4	5	1	1	2	1	2	1	...
109		30	2	4	5	1	1	2	1	2	1	7.749

BALLOTS PESÉS.

1	Organs	1	2	4	5	1	1	2	1	2	1	25
52	Grèges	1	2	4	5	1	1	2	1	2	1	365
2	Diverses	1	2	4	5	1	1	2	1	2	1	2.600
63		1	2	4	5	1	1	2	1	2	1	3.271

Ballots conditionnés depuis le 1^{er} du mois. 1.421.

Ballots pesés depuis le 1^{er} du mois. 316.

THEATRES

Aujourd'hui Dimanche 15 décembre 1872

Grand-Théâtre

Faust, opéra en 4 actes.

On commencera à 7 h. 1/4

Domaine Lundi, 15 décembre

La Juive.

M^{lle} DALSÈME remplira le rôle de Rachel.

Théâtre du Gymnase (quai St-Antoine)

2^e représentation de

Tout Lyon la verra et la banlieue aussi, revu

locale en 3 actes et 10 tableaux.

Vu l'importance de la pièce, elle sera jouée

seule.

CHEMINS DE FER

DÉPARTS DES TRAINS

PERRACHE

Ligne de Paris par la Bourgogne

Paris — Omnibus, matin 5 h. 10, 11 h. — Directs,

9 matin, 9 h. 35, 8 h. 11 h. 50 soir.

Express, 6 55, — s. 9 15, — 7 35.

Macon. — m. 8 15, — s. 5 30, — 8 25.

Ligne de Paris par le Bourbonnais

Paris. — Omn., m. 8 40. — Saint-Germain-des-

Fossés, omn., s. 1 25. — 3 25. — Roanne, omn.,

s. 6 30.

Ligne de la Méditerranée

Marseille. — Omn., m. 10 30. — Direct, m. 7 50,

5 h. — 8 h. — Express, m. 7 30, — soir, 10 45.

Valence. — Omn., m. 5 45, — s. 6 30.

Viennne. — Omn., s. 4 25.

Ligne de Saint-Etienne et Roanne

Roanne. — Omn., s. 1 h 45 s. — Directs, m. 1 h.

55. — s. 3 h. 45.

Saint-Etienne. — Omn., s. 5 h. 25. — 10 h. —

s. 1 h. 45. — 6 h. 40. — Direct, m. 7 h. 55. —

s. 1 h. 45. — 10 h. 30.

Ligne de Grenoble

Grenoble. — Omn., m. 5 h. 8. — 7 h. 20. —

11 h. 15. — s. 6 h. 10. — Bourgoin. — Omn., s.

8 h. 25.

Ligne de Genève

Omn., m. 5 h. 15, 9 h. 10, 12 h. 30, 5 h. 5. —

Express, m. 6 h. 10.

Le Gérant, CHÉRON.

Lyon, Association typographique. — Repard, rue de la Barre, 12.

CRÉDIT FONCIER DE FRANCE

Tirages du 21 décembre 1872

80^e tirage des obligations foncières 3 et 4

pour cent de 1853 : 200.000 fr. de lots.

37^e tirage des obligations foncières 4 pour

cent de 1863 : 200.000 fr. de lots.

Les obligations qui participent à ces tirages

sont les obligations de 100 fr. 3 0/0, de 100

fr. 4 0/0, de 500 fr. 3 0/0, des 500 fr. 4 0/0

et de 1.000 fr. 3 0/0.

LE PRIX FIXE MARQUÉ

La valeur connue d'un objet est une sorte d'aimant qui détermine l'acheteur. Que viendrait l'entrée libre de la ménagerie sans ce puissant appendice? On traverserait en curieux les rayons des appareils de cuisine, de literie et de tapis, de meubles et de lustres, les pendules et les glaces, l'orfèvrerie et les cristaux attireraient l'attention sans dans les éléments de la prospérité croissante de la ménagerie. Son catalogue, utile comme l'expédition franco. L'acheteur reçoit en France les objets contre remboursement; il lui a écrit d'écrire à Paris, au directeur de la Ménagerie, 20, boulevard et palais Bonne-Nouvelle, 20.

LE SIROP MAGISTRAL AU QUINA

De F. PÉRISSAT, pharmacien

Est employé avec succès contre l'anémie, les pâles couleurs, les pertes blanches et les palpitations. Il contient une dose constante d'un sel de fer soluble et ne produit pas l'irritation habituelle des médicaments ferrugineux.

Se trouve à la pharmacie des Cordeliers, place des Cordeliers, 5, Lyon.

ANNONCES LÉGALES, JUDICIAIRES ET AVIS DIVERS

36 et 38, Rue et Place de Lyon (près le Passage de l'Argue) à LYON

ÉTRENNES

AUX DEUX PASSAGES

MAGASINS DE NOUVEAUTÉS

Cachemires des Indes, Châles Français, Soieries, Velours, Lainages, Étoffes de fantaisie, Flanelle, Draperie de Dames, Calicots, Toiles, Serviettes, Mouchoirs de poche, Foulards, Châles tartans, Waterproofs, Couvertures de voyage, Fourrures, etc.

PRIX FIXES MARQUÉS EN CHIFFRES CONNUS

BANQUE DE CRÉDIT ET DE DÉPÔT DE PARIS

18, rue de la Chaussée-d'Antin à Paris

Prêts sur Titres

Mêmes numéros rendus

Comptes courants avec chèques,

achat et vente de valeurs étran-

gères et non cotées, PAIEMENTS

DE TOUS COUPONS FRANÇAIS ET ÉTRANGERS,

échange et libération de titres, souscriptions.

La Banque de Crédit et de

Dépôt de Paris achète au comptant

les titres de l'Emprunt 3 p. e. 1870, 5 p. e. 1871

sur lesquels les versements n'ont

pas été faits; elle achète aussi

toute autre valeur se trouvant

dans les mêmes conditions. (214)

DÉPURATIF DU SANG

Le Sirop concentré de Salse-

pareille QUÉT guérit toutes

les Maladies contagieuses,

Syphilis, Dartres, Syphilis, Ulcères,

Gonorrhées, Boutons, Rougeurs,

Démangeaisons, Douleurs, Goutte,

Rhumatismes, toutes les affections

des humeurs, Vices du sang, etc.

Ce médicament agit en toute saison

et dispense des tisanes.

A Lyon, à la pharmacie Phi-

lippe Quet, rue de la Préfec-

ture, 5. (85)

COMPAGNIE PRIVILÉGIÉE DES PORTS

DÉBARCADÈRE MARITIME

ET TERRAINS DE CADIX

Tirage du lundi 14 octobre 1872

Obligations remboursables à 400 francs

LISTE DES NUMÉROS SORTIS :

808 3831 5137 6321

9612 11158 11802 20863

25911 26392 28054 29430

36056 38136 38646 39649

39910 43664 43909 46815

50723 56641 58517 66253

66899 67970 68261 68806

69483 70267

Les obligations dont les numéros

sont sortis sont payables immé-

diatement au siège de la Société

d'Antin, en même temps qu'à

lieu le paiement des coupons numé-

ros 9 et 10.

Tirage des obligations à amor-

tir et remboursables à 400 francs,

le 14 janvier 1873.

Paiement des coupons n^{os} 11 et

12, soit 12 fr. le 15 janvier 1873.

BOUGIE DE L'ÉTOILE

Exiger le mot

Etoile sur chaque bougie. (307)

PLACEMENT à 25 0/0

On demande un apport de 400

à 500 francs pour un an, bonnes

garanties à offrir.

Adresse : M. R. O. C., 294

restante, Lyon (affranchir). poste

restante, Lyon (affranchir). poste

restante, Lyon (affranchir). poste

restante, Lyon (affranchir). poste

restante, Lyon (affranchir). poste

restante, Lyon (affranchir). poste

restante, Lyon (affranchir). poste

restante, Lyon (affranchir). poste

restante, Lyon (affranchir). poste

restante, Lyon (affranchir). poste

restante, Lyon (affranchir). poste

restante, Lyon (affranchir). poste

restante, Lyon (affranchir). poste

restante, Lyon (affranchir). poste

restante, Lyon (affranchir). poste

restante, Lyon (affranchir). poste

restante, Lyon (affranchir). poste

restante, Lyon (affranchir). poste

restante, Lyon (affranchir). poste

restante, Lyon (affranchir). poste

restante, Lyon (affranchir). poste

restante, Lyon (affranchir). poste

restante, Lyon (affranchir). poste

restante, Lyon (affranchir). poste

restante, Lyon (affranchir). poste

restante, Lyon (affranchir). poste

restante, Lyon (affranchir). poste

restante, Lyon (affranchir). poste

restante, Lyon (affranchir). poste

restante, Lyon (affranchir). poste

restante, Lyon (affranchir). poste

restante, Lyon (affranchir). poste

restante, Lyon (affranchir). poste

restante, Lyon (affranchir). poste

restante, Lyon (affranchir). poste

restante, Lyon (affranchir). poste

restante, Lyon (affranchir). poste

restante, Lyon (affranchir). poste

restante, Lyon (affranchir). poste

restante, Lyon (affranchir). poste